

MALI

Entre 2017 et 2019, des attaques contre l'éducation, notamment des attaques contre des bâtiments scolaires, ainsi que des menaces d'enlèvements ou d'agressions contre des enseignants – ou des enlèvements ou des agressions effectives – ont provoqué des fermetures dans les régions du nord, du centre et du sud-ouest du Mali. Des groupes armés non étatiques ont continué de piller et d'incendier des écoles, suscitant la peur dans de nombreuses communautés. L'utilisation militaire des écoles a semblé décliner pendant cette période.

Contexte

Entre 2017 et 2019, l'insécurité au Mali a augmenté en raison d'un pic d'attaques de groupes armés, de violences intercommunautaires et de mesures « anti-terrorisme » menées par le gouvernement et les forces de maintien de la paix.¹ Des groupes armés se sont répandus dans le nord et dans le centre du pays après un coup d'État militaire en 2012.

En 2018, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), la branche officielle d'Al-Qaïda dans la région, a multiplié ses attaques contre les civils. Formé en mars 2017, le GSIM est né de la convergence d'Ansar Dine, d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), du Front de libération du Macina (FLM, également connu sous le nom de Katiba Macina) et d'Al-Mourabitoun.² L'ACLED a signalé que le GSIM a commis 20 incidents de violence à distance visant des civils en 2018, contre seulement un en 2017.³ Les décès résultant d'attaques ciblées contre des civils ont augmenté de plus de 300% au Mali, de novembre 2018 à mars 2019, par rapport à la même période de cinq mois en 2017 et 2018.⁴

Les violences intercommunautaires ont également touché des civils pendant cette période. Par exemple, le 23 mars 2019, plus de 150 civils Fulani, dont 85 enfants, ont été tués dans une attaque contre les villages d'Ogossagou et de Welingara dans la région de Mopti, selon l'ONU.⁵ La violence s'est produite dans le contexte d'un conflit intercommunautaire entre les communautés Dogon et Fulani et d'un afflux de milices ethniques.⁶

Au premier semestre 2019, 202 000 personnes ont été nouvellement déplacées, soit six fois plus qu'au cours de la même période en 2018, selon le Conseil norvégien pour les réfugiés.⁷ En août 2019, OCHA a identifié 3,9 millions de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire, soit une augmentation de 700 000 par rapport au début de l'année.⁸ L'ONU a signalé qu'en 2018, le nombre de violations graves contre des enfants avait augmenté d'un tiers, pour atteindre 513 incidents.⁹ Ces tendances se sont poursuivies en 2019, lorsqu'au cours des six premiers mois, l'ONU a signalé que le recrutement et l'utilisation d'enfants dans les groupes armés avaient doublé par rapport à la même période en 2018.¹⁰

Les conflits armés ont gravement compromis l'accès des enfants à l'éducation. En décembre 2019, OCHA a signalé que plus de 1 200 écoles avaient fermé en raison de l'insécurité, soit une augmentation de plus de 400 par rapport à l'année précédente. Ces fermetures ont touché plus de 365 000 enfants, en particulier dans la région de Mopti, où se trouvaient au moins 60 % des écoles touchées.¹¹ Les attaques contre l'éducation se sont produites le plus fréquemment dans les régions de Mopti, Ménaka, Gao et Tombouctou, selon le Cluster Éducation au Mali.¹²

Les évaluations des ONG et des agences des Nations Unies en 2018 ont montré que les conflits aggravaient les problèmes d'absentéisme des enseignants, en raison de l'insécurité et du ciblage explicite de l'éducation occidentale.¹³ Pour les enfants déplacés, les conditions d'apprentissage difficiles ainsi que l'absence d'infrastructures ont perturbé la fréquentation et l'apprentissage des enfants.¹⁴ En juin 2019, la Matrice de suivi des déplacements du Mali a constaté que 91% des enfants déplacés internes âgés de 6 à 15 ans n'étaient pas scolarisés en raison de contraintes financières, de fermetures d'écoles et d'absence d'enseignants, entre autres raisons.¹⁵

Attaques contre les écoles

Au cours de la période 2017-2019, des sources de l'ONU, des médias et des ONG ont rapporté que des groupes armés ont pillé, partiellement incendié ou détruit des écoles dans les zones touchées par le conflit à un rythme croissant. Dans *l'Éducation prise pour cible 2018*, la GCPEA a constaté que plus de 130 écoles avaient été endommagées ou détruites par des groupes armés dans le nord du pays au cours des premières années de la période considérée.¹⁶

En 2017, l'ONU a constaté 41 attaques contre des écoles, dont 21 étaient des attaques contre des élèves, des enseignants et des parents.¹⁷ En 2018, l'ONU a vérifié 81 attaques contre des écoles et du personnel protégé, soit le double qu'en

2017, cependant des données ventilées n'étaient pas disponibles pour déterminer combien étaient des attaques contre des écoles.¹⁸ Ces attaques comprenaient des incendies criminels et des agressions physiques contre le personnel scolaire, ainsi que des menaces directes adressées aux enseignants, qui ont conduit à la fermeture d'au moins 40 écoles. L'ONU a signalé que 50 écoles à Mopti et 20 à Koulikoro ont été touchées par la violence. L'expert indépendant de l'ONU sur la situation des droits de l'homme au Mali a également signalé que le GSIM a menacé les populations locales à plusieurs reprises lorsque des écoles laïques ont rouvert dans le centre et le nord du pays.¹⁹

En outre, les recherches de la GCPEA ont identifié six incidents signalés en 2018 au cours desquels des groupes armés non étatiques ont incendié des écoles ou des parties d'écoles dans les régions de Mopti et de Tombouctou.²⁰ Ceux-ci comprenaient les incidents suivants :

Les médias locaux ont rapporté que le 29 mars 2018, des assaillants ont incendié le bureau du maire et l'école de Diona, dans la région de Mopti.²¹

Les médias locaux ont rapporté que le 9 juillet 2018, des éléments armés ont attaqué le village de Mbana Gakou, dans la région de Mopti et incendié l'école ainsi que les résidences des enseignants.²²

Des médias locaux ont rapporté que le 1^{er} décembre 2018, des individus armés à moto ont attaqué le village d'Agoufou, dans la région de Tombouctou, ont capturé un enseignant local à son domicile, l'ont menacé et ont incendié le bureau de l'école. Ils auraient ensuite libéré le professeur.²³

Des médias locaux ont rapporté que le 25 décembre 2018, des éléments armés ont incendié une école à Niambourgou, dans la région de Tombouctou.²⁴

En outre, il y a eu au moins une attaque signalée contre une école lors des élections présidentielles du 29 juillet 2018. *Reuters*, des médias locaux et International Crisis Group (ICG) ont rapporté que le 29 juillet 2018, des militants ont tiré des obus de mortier sur une base de la MINUSMA à Aguelhok, dans la région de Kidal, frappant une école voisine qui servait également de centre de vote. ICG a rapporté que le GSIM avait revendiqué la responsabilité de l'attaque.²⁵

En 2019, les attaques contre les écoles se sont intensifiées dans un contexte d'insécurité croissante au Mali. Entre juin et septembre 2019, l'ONU a confirmé dix attaques contre des écoles.²⁶ En outre, la GCPEA a recueilli auprès de l'ONU et de médias locaux au moins 14 incidents signalés d'attaques contre des écoles,²⁷ dont 12 se sont produits en octobre, au début de l'année scolaire. Dans certains incidents, des groupes armés ont accompagné les attaques contre les écoles de menaces d'enlèvement, ou d'enlèvements, d'enseignants. Dans la plupart des cas, des acteurs armés ont incendié des écoles, causant des dommages au bâtiment ou à des biens matériels, ce qui servait également d'avertissement contre la réouverture des écoles. Des exemples de ces incidents :

Studio Tamani et *Malijet* ont rapporté que des éléments armés ont pillé une école et également menacé des enseignants, ce qui aurait eu lieu le 17 janvier 2019 à Attara, dans la région de Tombouctou.²⁸

Le 6 octobre 2019, *Studio Tamani* et des sources médiatiques ont rapporté que des membres d'un groupe armé non étatique ont effectué une descente dans l'école et brûlé du matériel pédagogique dans le village de Yourmi, dans la région de Tombouctou.²⁹ Un jour plus tard, le 7 octobre 2019, un incident similaire s'est produit dans le village voisin d'Echelle.³⁰

Studio Tamani a rapporté que des dizaines d'acteurs armés ont attaqué le marché et incendié l'école du village de Garbamé, dans la région de Gao.³¹

Attaques contre des élèves, des enseignants et d'autres personnels de l'éducation

Au cours de la période de référence 2017-2019, la GCPEA a rassemblé au moins 60 incidents signalés d'attaques et de menaces contre le personnel scolaire. Cela représente une augmentation par rapport à la période couverte par *l'Éducation prise pour cible 2018* lors de laquelle la GCPEA a identifié deux incidents signalés ainsi que des preuves anecdotiques de ces exactions en 2015 et 2016 ; cependant, toutes les données n'ont pas été ventilées entre les écoles et le personnel, de sorte que d'autres incidents peuvent s'être produits.³²

L'ONU a confirmé 21 incidents d'attaques et de menaces contre le personnel éducatif, les élèves et les parents, se produisant principalement dans la région de Mopti en 2017.³³ Bien que l'ONU n'ait pas complètement ventilé les attaques

contre le personnel et les écoles, au moins 40 écoles ont fermé après des menaces directes faites aux enseignants en 2018.³⁴ Cette recrudescence des attaques correspond à une augmentation générale de la violence et du ciblage des civils au Mali, ainsi qu'à la propagation des groupes armés islamistes qui ciblent explicitement les écoles.³⁵

La GCPEA a enregistré quatre témoignages d'enlèvements d'enseignants et de personnel en 2018, qui peuvent avoir été inclus dans des incidents vérifiés par l'ONU, dont l'un s'est produit lors d'une attaque contre une école et se trouve donc exposé dans la section précédente :

L'ONG de recherche Menastream et *Studio Tamani* ont rapporté que le 17 mai 2018, des éléments armés ont enlevé deux enseignants du secondaire à Tenenkou, dans la région de Mopti, qui ont ensuite été libérés.³⁶

Des médias locaux ont rapporté que le 13 décembre 2018, le FLM avait revendiqué l'enlèvement d'un professeur d'anglais à Tenenkou, dans la région de Mopti.³⁷

Le média d'information numérique international *RFI* a rapporté que le FLM avait revendiqué la responsabilité de l'enlèvement d'un enseignant entre les villes de Tenenkou et Mopti, dans la région de Mopti, le 22 décembre 2018.³⁸

Dans certains cas, des groupes armés ont menacé des enseignants et ont forcé à la fermeture d'écoles, affectant l'éducation de milliers d'enfants. La GCPEA a documenté un tel cas, en plus de ceux confirmés par l'ONU en 2018 :

Le média d'information local *Studio Tamani* a rapporté que les 1^{er} et 2 novembre 2018, des militants du FLM ont menacé des enseignants, qui ont ensuite fui par crainte d'attaques, contraignant plus de 20 écoles à fermer dans deux communes de la région de Koulikoro dans le sud-ouest du Mali.³⁹

En 2019, des groupes armés ont continué d'enlever, de menacer ou d'utiliser la force contre des enseignants dans tout le nord et le centre du pays. La GCPEA a identifié trois attaques signalées contre les enseignants et le personnel des écoles qui se sont produites à Gao, Mopti et Tombouctou. Comme les années précédentes, des enseignants ont été enlevés, menacés ou visés par des coups de feu. Deux des incidents se sont produits en octobre, vers le début de l'année scolaire :

Malijet et *Studio Tamani* ont rapporté que le 15 octobre 2019, le directeur par intérim d'une école primaire à Arabébé, district de Niafunké, région de Tombouctou, a été enlevé. *Malijet* a cité des informations tirées du communiqué de presse d'un syndicat d'enseignants exigeant la libération de l'éducateur.⁴⁰

Le 25 octobre, OCHA ainsi que des médias internationaux ont rapporté que des assaillants armés non identifiés auraient enlevé six enseignants à Korientzé, un village à l'extérieur de Mopti. Les mêmes acteurs ont effectué une descente dans une école et incendié des salles de classe et du matériel pédagogique au cours de la même attaque. *Jeune Afrique* a rapporté que le groupe armé a libéré les enseignants le 28 octobre 2019.⁴¹

Malijet a rapporté que le 6 décembre 2019, des acteurs armés ont ouvert le feu sur le directeur du district scolaire de Gao, mais celui-ci s'en est sorti indemne. Des groupes armés auraient ciblé d'autres agents de l'État lors d'attaques au cours de la même période.⁴²

Utilisation militaire des écoles et des universités

La GCPEA a identifié au moins 13 incidents d'utilisation militaire signalés au cours de la période de référence 2017-2019. L'ONU a confirmé l'utilisation militaire d'une école à Tombouctou entre octobre et décembre 2018.⁴³ Cela représentait une diminution significative par rapport à 2017, lorsque l'ONU a documenté au moins 12 écoles utilisées par des groupes armés.⁴⁴ Dans *l'Éducation prise pour cible 2018*, l'utilisation militaire semble avoir atteint un sommet en 2014, avec 20 incidents vérifiés par l'ONU, et a progressivement diminué les années suivantes.⁴⁵

¹ Human Rights Watch, *Rapport mondial 2018* (New York : Human Rights Watch, 2018), chapitre sur le Mali ; « Rapport d'Évaluation Rapide de Protection des PDIs de N'Tillit et Gossi à Gao », AMSS-UNHCR, 27 juillet 2018.

² Hilary Matfess, « JNIM : A rising threat to stability in the Sahel », ACLED, 1^{er} février 2019.

³ Hilary Matfess, « JNIM : A rising threat to stability in the Sahel », ACLED, 1^{er} février 2019.

⁴ Sam Jones, « Political Violence Skyrockets in the Sahel According to Latest ACLED Data », communiqué de presse de l'ACLED, 28 mars 2019.

⁵ Patrick Rose et Eliane Luthi, « Une vie brisée se reconstitue peu à peu au Mali », UNICEF.

- ⁶ Amandla Thomas-Johnson, « What's behind Mali massacre and how to stop escalating violence », *Al Jazeera*, 13 juin 2019.
- ⁷ Conseil norvégien pour les réfugiés, « On-the-record update : Crisis in central and northern Mali », communiqué de presse, 10 juillet 2019.
- ⁸ OCHA, « Mali Rapport de situation », 12 septembre 2019 p. 1.
- ⁹ OCHA, *Plan de réponse humanitaire 2019 : Mali*, OCHA : Genève, décembre 2018, pp.3-4.
- ¹⁰ « Forte hausse des actes de violence graves commis contre les enfants au Mali, avertit l'UNICEF », UNICEF, communiqué de presse, 13 août 2019.
- ¹¹ OCHA, « West and Central Africa : Weekly Regional Humanitarian Snapshot (10-16 décembre 2019) », 17 décembre 2019.
- ¹² Cluster Éducation au Mali, « Aperçu de la réponse humanitaire en éducation », 8 janvier 2019.
- ¹³ IRC et NRC, « Rapport d'Évaluation Rapide des Besoins RRM : Menaka », 22 novembre 2018.
- ¹⁴ Adaz, Mercy Corps et ADRA, « Rapport de mission inter-agence : évaluation rapide des besoins des personnes déplacées des villages de Garbeye, Banikane et Bankara dans la commune de Banikane », juillet 2018 ; AMSS-UNHCR, « Rapport d'Évaluation Rapide de Protection des PDI de N'Tillit et Gossi à Gao », UNHCR, 27 juillet 2018.
- ¹⁵ Organisation internationale pour les migrants (OIM) et Gouvernement du Mali, *Matrice de Suivi des déplacements (DTM) Juin 2019* Bamako : OIM et gouvernement du Mali, 30 juin 2019.
- ¹⁶ GCPEA, *L'Éducation prise pour cible 2018*, pp. 169-170.
- ¹⁷ Conseil de sécurité de l'ONU, « Rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé », S/2018/465, 16 mai 2018, para. 118.
- ¹⁸ Conseil de sécurité de l'ONU, « Rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé », S/2019/509, 20 juin 2019, para. 118.
- ¹⁹ « 'Urgent need' to stop Mali violence with 'effective' military response : UN expert », UN News, 12 février 2018.
- ²⁰ Vous trouverez une liste complète de références sur la page internet de la GCPEA, <http://www.protectingeducation.org/education-under-attack-2020-references>
- ²¹ *Mali Actu* ; *Koulouba*, cité dans ACLED, Event ID MLI1935 ; « DOUENTZA : la mairie et l'école du village de Dionna saccagées et brûlées par des hommes armés », *Radio Tamani*, 29 mars 2018.
- ²² *Studio Tamani*, cité dans ACLED, Event ID MLI2133 ; « KORO : attaque du village de Banagakou », *Studio Tamani*, 9 juillet 2019.
- ²³ « Mali : plusieurs attaques dans différentes zones », Agence Afrique, 2 décembre 2018.
- ²⁴ *Studio Tamani*, cité dans ACLED, Event ID MLI2543 ; « Insécurité au nord et au centre : attaques ciblées contre des écoles et des enseignants », *aBamako*, 28 décembre 2018, cité dans « Education in Danger: December 2018 », *Insecurity Insight*, janvier 2019, p. 2.
- ²⁵ Walid Le Berbère ; Reuters ; Mohamed Mahmoud Abu al-Maaly, cité dans ACLED, Event ID MLI2172 ; ICG, *Crisis Watch*, juillet 2019.
- ²⁶ Conseil de sécurité de l'ONU, « Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali », S/2019/782, para. 69.
- ²⁷ Vous trouverez une liste complète de références sur la page internet de la GCPEA, <http://www.protectingeducation.org/education-under-attack-2020-references>
- ²⁸ *Studio Tamani*, cité dans ACLED, Event ID MLI2585 (donnée téléchargée le 11 février 2019) ; « Niafunke : Des assaillants brûlent les documents d'une école à Attara », *Malijet*, 23 janvier 2019.
- ²⁹ Whatsapp ; *Studio Tamani*, cité dans ACLED, Event ID MLI3229 (donnée téléchargée le 14 décembre 2019) ; « Tombouctou : plusieurs écoles incendiées par des présumés djihadistes », *Studio Tamani*, 9 octobre 2019.
- ³⁰ « Tombouctou : plusieurs écoles incendiées par des présumés djihadistes », *Studio Tamani*, 9 octobre 2019.
- ³¹ *Réelle Afrique* ; *Studio Tamani*, cité dans ACLED, Event ID MLI3266 ; « GAO : attaque contre le marché hebdomadaire du village de Garbamé », *Studio Tamani*, 30 octobre 2019.
- ³² GCPEA, *L'Éducation prise pour cible*, p. 170 -171.
- ³³ Conseil de sécurité de l'ONU, « Rapport du secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé », S/2018/465, 16 mai 2018, para. 118 ; Conseil de sécurité de l'ONU, « Rapport du secrétaire général sur la situation au Mali », S/2019/782, para. 69.
- ³⁴ Conseil de sécurité de l'ONU, « Rapport du Secrétaire général sur le sort des enfants en temps de conflit armé », S/2019/509, 20 juin 2019, para. 118.
- ³⁵ Hilary Matfess, « JNIM : A rising threat to stability in the Sahel », ACLED, 1^{er} février 2019.
- ³⁶ « TENENKOU : deux enseignants enlevés entre Kadijal et Mopti », *Studio Tamani*, 18 mai 2018 ; Menastream, Twitter, 17 mai 2018 ; Menastream, cité dans ACLED, Event ID MLI2021.
- ³⁷ « Enlèvement d'un enseignant à Tenenkou : Le SNEC régional s'active pour le retrouver sain et sauf », *aBamako*, 26 décembre 2018, cité dans « Education in Danger : December 2018 », *Insecurity Insight*, janvier 2019.
- ³⁸ *RFI* ; *AFP*, cité dans ACLED, Event ID MLI2538 ; « Mali : FLM militants kidnappent un enseignant à Tenenkou (Mopti) », *Garda*, 27 décembre 2019.
- ³⁹ *Studio Tamani*, cité dans ACLED, Event ID MLI2377 ; « Al-Qaeda linked group forces over 20 schools to close in Mali », *Agencia EFE*, 3 novembre 2018.
- ⁴⁰ *Studio Tamani* ; *Malijet*, cité dans ACLED, Event ID MLI3240 ; « Arabébé, dans le cercle de Niafunké : Kidnappé, l'enseignant Bocary Kisso reste encore introuvable », *Malijet*, 17 octobre 2019.
- ⁴¹ OCHA, « West and Central Africa : Weekly Regional Humanitarian Snapshot - October 29 - November 4, 2019 », OCHA, 4 novembre 2019 ; *Jeune Afrique* et *AFP*, « Mali : libération d'enseignants enlevés par des djihadistes présumés dans le centre du pays », *Jeune Afrique*, 29 octobre 2019.
- ⁴² « Gao : Attaque contre le directeur de l'académie d'enseignement », *Malijet*, 8 décembre 2019.
- ⁴³ Conseil de sécurité de l'ONU, « Situation au Mali : Rapport du Secrétaire général », S/2018/1174, 28 décembre 2018, para. 41.
- ⁴⁴ Information fournie par un interlocuteur de l'ONU, 22 février 2018.
- ⁴⁵ GCPEA, *L'Éducation prise pour cible 2018*, p. 171.